

RAPPORT FINAL DU GROUPE DE TRAVAIL « Femmes et ESS » - L'ÉGALITÉ FEMME-HOMME, UNE CONDITION ESSENTIELLE AU DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

1) Mise en contexte

Plus de 75 participant-e-s au Forum mondial de l'économie sociale (GSEF 2016) se sont réuni-e-s le 7 septembre 2016 afin d'échanger sur le thème de **l'égalité femme-homme (ÉFH) comme condition essentielle au développement de l'économie sociale et solidaire (ÉSS)**.

Pour mener à bien cette activité, **le groupe de travail « Femmes et économie sociale et solidaire (ÉSS) ¹»** a été mis sur pied en janvier 2016. Son comité d'organisation se compose de travailleuses issues d'organismes nationaux et internationaux, d'instances municipales et d'entreprises d'économie sociale. Elles œuvrent dans les sphères de l'économie sociale, de l'entrepreneuriat collectif, de la gouvernance municipale, du développement urbain, de la coopération internationale et de la défense des droits humains.



Les objectifs de ce groupe étaient les suivants :

- Apporter une analyse soutenue des enjeux de l'égalité femme-homme (ÉFH) en ÉSS ;
- Assurer la transversalité de ces enjeux dans l'ensemble du Forum ;
- Souligner l'apport de l'ÉSS dans le développement urbain d'après une perspective de genre
- Mobiliser les acteurs et actrices, les décideur-e-s politiques et les instances agissant en faveur de l'égalité de genre, de l'inclusion sociale et du développement durable
- Dégager collectivement des recommandations à remettre à l'association du GSEF.

Nous vous présentons dans ce document les faits saillants relevés lors des échanges et les recommandations émises.

2) Pistes de réflexion pour lancer le débat

L'ÉFH et l'autonomisation des femmes constituent un enjeu transversal conditionnant l'atteinte d'un développement humain durable. Les femmes représentent plus de 50% de la

¹Ethel Côté, Comité femmes et ESS au RIPESS, MécènESS, Quartiers du Monde (<http://www.ripest.org/>, <http://www.quartiersdumonde.org/?locale=fr>, <https://meceness.ca/>), Sophie Clerc, Chantier de l'économie sociale (www.chantier.qc.ca), Danielle Fournier, Relais-femmes (www.relais-femmes.qc.ca), Linda Gagnon, SUCO (www.suco.org), Guylaine Poirier, Conseil des Montréalaises (www.ville.montreal.qc.ca/conseildesmontrealaises) Jennifer Robert-Colomby, Femmes et Villes International (<http://femmesetvilles.org/fr/>) Nathalie Roy, CECl (www.ceci.ca), Lis Suarez, FEM International (<http://www.feminternational.org/>) Francesca Nugnes, FAST (www.fastinternational.org)

population, elles accomplissent 66% du travail mondial, mais ne perçoivent que 10% des revenus et détiennent 1% de la propriété². Elles sont les premières touchées par la pauvreté.

L'ÉSS, avec comme objectif de favoriser l'efficacité, l'égalité et le développement durable, possède **des atouts pour résorber ces inégalités** (structures démocratiques, changement social, primauté des individus sur le capital etc.). Les femmes y sont d'ailleurs largement majoritaires : en Europe, 66% des personnes impliquées dans le mouvement sont des femmes ; au Canada, cette implication s'élève à 70 % et en Afrique à 80 %³. **Elles contribuent à développer cette économie partout dans le monde** en fournissant des services essentiels à leur communauté, en créant des entreprises et des métiers, en soutenant la vitalité socio-économique de leur territoire. Dans un contexte d'urbanisation croissante, il est important de reconnaître le rôle qu'elles ont à jouer dans le développement de villes durables et inclusives.

Bien que majoritaires, les femmes demeurent souvent invisibles. Les réalités auxquelles elles sont confrontées sont souvent omises ou traitées en marge des temps d'échanges initiés par les réseaux locaux, nationaux et internationaux de l'économie sociale. Considérant que le secteur public, dans différentes parties du monde, commence à reconnaître la valeur ajoutée de l'ÉSS au développement des communautés, l'importance de faire valoir la contribution et les acquis des femmes dans le secteur de l'ÉSS permettra d'assurer une plus grande prise en compte de leurs besoins et intérêts.

Dans ce contexte, les principaux enjeux identifiés par le groupe de travail étaient les suivant :

- **L'absence marquée d'une approche ÉFH transversale dans le secteur de l'ÉSS ;**
- **L'absence d'indicateurs et de données sexo-spécifiques qui permettraient une prise en compte des réalités différenciées entre les hommes et les femmes ;**
- **Les obstacles systémiques à la pleine autonomie économique des femmes et l'accès à des emplois décents dans le secteur de l'ÉSS;**
- **La sous-représentation des femmes dans les instances et processus décisionnels accompagnée du manque d'accès et de contrôle dans ces processus, à la fois dans le secteur de l'ÉSS et dans les processus de concertation entre le secteur public et celui de l'ÉSS ;**
- **Un environnement pas toujours favorable au développement entrepreneurial des femmes en ÉSS (absence d'approche spécifique femmes dans le réseau de soutien et d'accompagnement à l'entrepreneuriat, barrières systémiques dans l'accès au financement etc.)**

3) Vues du terrain : témoignages de femmes à l'international et bonnes pratiques

Pour alimenter les débats, des femmes impliquées dans le secteur de l'ÉSS sur différents continents ont été invitées à témoigner de leur réalité sur le terrain. Nous reprenons dans ce document les principaux constats et recommandations apportés par chacune des panélistes :

²Source : UNICEF - 2007

³Source : Rapport du séminaire international sur l'Economie Sociale et Solidaire avec une Perspective de genre – Femmes du Monde - 2012

- **Alicia Canaviri Mallicu**, Présidente du MESyCJB (Movimiento de Economía Solidaria y Comercio Justo Bolivia) chez Mouvement de l'économie solidaire et du commerce équitable de **Bolivie**.
 - Le Mouvement de l'économie sociale et solidaire et du commerce équitable de la Bolivie (MESyCJB), fondé en 2005, est composé à 80% d'organisations de femmes ;
 - Les principes qui rallient les 140 organisations membres de ce mouvement sont l'adhésion aux valeurs du commerce équitable, la juste participation des hommes et des femmes, l'interdiction du travail des mineurs, le respect de l'environnement et un mode de production biologique ;
 - Ce réseau est parvenu à influencer positivement les politiques publiques en Bolivie afin de soutenir le développement de l'économie sociale et solidaire : de concert avec les ministères, ce mouvement a obtenu la reconnaissance et le soutien par les pouvoirs publics de l'ÉSS et de ses principes, dont l'égalité femme-homme ;
 - Les défis actuels de ce mouvement sont : la création prochaine d'un organisme gouvernemental pour promouvoir l'ÉSS et le commerce équitable, la promulgation de la Loi en ÉSS et la mise en place d'une plateforme du commerce équitable en Bolivie.

- **Elise Pierrette MEMONG MEN**, Coordonnatrice du Réseau National de l'ESS au **Cameroun** (RESSCAM), Secrétaire Générale du Réseau Africain de l'Économie Sociale et Solidaire (RAESS) et membre du Conseil d'Administration du Réseau Intercontinental de promotion de l'Économie Sociale et Solidaire (RIPESS)
 - Au Cameroun, tout comme à l'international, l'autonomisation des femmes est présentée dans les débats publics comme un préalable indispensable à l'atteinte d'un développement humain durable ;
 - Toutefois, dans le secteur de l'économie au Cameroun, la question de l'ÉFH n'est pas abordée et l'ÉSS n'est aucunement évoquée. Le défi est donc double ;
 - La pauvreté se féminise au Cameroun depuis 2007 et les inégalités sont accentuées pour celles-ci notamment en matière d'accès au capital humain tel que l'éducation, la formation, la santé et l'emploi.
 - En ce sens, une transformation sociale pour réduire voire supprimer les inégalités basées sur le sexe est une nécessité : le poids démographique des femmes, leur force de travail et leur présence dans la vie économique de nos pays sont autant de facteurs qui plaident en faveur de cette approche ;
 - Relativement à place dans femmes dans les instances décisionnelles, celle-ci reste faible (- de 9 % de femmes mairesses). Les instances municipales vont jouer un rôle de plus en plus important dans le déploiement de l'ÉSS : les femmes doivent être plus nombreuses dans les conseils municipaux. Cela nécessite qu'elles soient éduquées et formées, qu'elles aient les moyens financiers pour un tel engagement ;

- Les politiques doivent entreprendre des réformes visant à assurer l'ÉFH en matière de ressources économiques, d'accès à la propriété et au contrôle des terres, d'accès aux services financiers, à l'héritage et aux ressources naturelles.
- **Lis Suarez**, Entrepreneure sociale, engagée envers le développement économique des femmes d'ici et d'ailleurs et le développement durable, aussi bien local qu'international et Fondatrice, directrice et formatrice principale de FEM International
 - L'EFH dans les entreprises ne peut être atteinte sans promouvoir l'égalité dans la société. Lorsque le secteur entrepreneurial collectif défend l'égalité, il peut être l'un des moteurs les plus puissants du changement sociétal ;
 - Toutefois les femmes entrepreneures sont confrontées à différents obstacles systémiques (exemples : l'accès à l'éducation et à la formation, une sous-représentation de leurs enjeux dans les politiques publiques supportant l'entrepreneuriat etc.)
 - Parmi ces femmes, les femmes immigrantes sont d'autant plus affectées et pénalisées : elles font face à des obstacles d'ordre culturel, linguistique ou encore éducationnel (reconnaissance des diplômes).
 - Les enjeux de conciliation famille-travail freinent également considérablement le parcours des femmes entrepreneures qui ont souvent un accès limité aux réseaux sociaux et professionnels requis pour développer son projet d'affaires. Cet enjeu est d'autant plus prononcé pour les femmes immigrantes.
 - Le besoin de développer une analyse et une approche systémiques basées sur une perspective de genre au sein du secteur de l'économie sociale et solidaire est crucial pour l'avancement des femmes dans ce secteur et le développement du secteur dans son ensemble.
 - Des approches multiculturelles et systémiques et un soutien technique et financier adéquat à chaque étape du développement des projets d'affaires portés par les femmes sont essentiels.
- **Justine Ballon**, de la coopérative d'activité et d'emploi (CAE) Coopaname en **France**.
 - La thématique de l'égalité professionnelle hommes-femmes est au cœur du projet Coopaname. Si 64% des personnes de la coopérative sont des femmes qui ont choisi de développer leur propre activité économique, des inégalités subsistent : si l'égalité professionnelle semble inscrite dans les gènes de la coopérative qui prône la démocratie économique et l'égalité de tous et toutes, des inégalités réelles sont constatées, que ce soit en matière salariale ou en termes d'accès au sociétariat : la coopérative n'est imperméable ni aux inégalités et ni aux stéréotypes qui traversent la société.
 - Le groupe Coopagenre travaille depuis plusieurs années pour sensibiliser à ces questions à travers des actions en interne mais aussi avec des partenaires avec des coopératives et des collectivités territoriales et des universités. Le projet « Coopanamistes pour l'Égalité », quant à lui, soutenu par la Région Ile-de-France, vise à sensibiliser et former à ces questions les personnes volontaires de la coopérative, dans le cadre d'une recherche-action

4) Réflexions et recommandations

Les débats dans la salle se sont articulés autour des thèmes suivants :

- Le secteur de l'ÉSS, dont la transformation sociale est un facteur intrinsèque, a-t-il le potentiel requis pour faire de l'ÉFH une condition indispensable de son développement ? Quels sont les facteurs nécessaires pour intégrer durablement une perspective de genre en ÉSS ?
- Dans un contexte de co-construction de politiques publiques pour le développement de l'ÉSS en milieu urbain, comment assurer une juste représentation des femmes dans les instances décisionnelles et une prise en compte adéquate de leur expertise et de leurs besoins ?

Les enjeux mis de l'avant par les participant-e-s se sont déclinés comme suit :

- **Le secteur d'emploi de l'ÉSS ne semble pas se distinguer de l'économie traditionnelle dans le sens où les inégalités entre les hommes et les femmes y sont également présentes.** Elles prennent différentes formes : écarts de salaire, choix professionnels des femmes qui restent fortement ségrégués et conditionnés par des enjeux de conciliation travail-famille, précarisation des emplois occupés par les femmes etc. ;
- **Des stéréotypes et des préjugés qui ont la vie dure :** les enjeux d'ÉFH dans le secteur semblent être la résultante d'une éducation qui demeure fortement sexuée auprès des jeunes filles et des jeunes garçons, alimentant le syndrome de l'imposteur⁴ chez les femmes. Les concepts d'égalité ou encore de discrimination systémique demeurent par ailleurs méconnus et restent peu portés par les instances décisionnelles de l'ÉSS tant à l'échelle internationale que locale ;
- **Parler d'ÉFH dans le secteur ne va pas de soi :** bien que jouant un rôle majeur dans le secteur de l'ESS, les enjeux ayant trait aux femmes, à l'égalité des droits sont rarement abordés. Plus généralement, cette problématique n'est pas considérée comme un enjeu de société et reste une question portée par les femmes ;
- **Un environnement pas toujours favorable au développement entrepreneurial des femmes en ÉSS :** le développement des entreprises nécessite des compétences professionnelles et entrepreneuriales. Dans bon nombre de pays, l'accès à l'éducation de base, mais également à la formation technique et professionnelle restent très restrictifs envers les femmes, celles-ci n'ont souvent les opportunités pour développer à son plein potentiel leur entreprise. Ajoutons à cela l'accès au financement qui n'est pas exempt de barrières systémiques pour les femmes entrepreneures ;
- **Quelle place pour les femmes dans les sphères de gouvernance et les instances décisionnelles ?** Le plafond de verre existe également dans le secteur. Plusieurs facteurs expliquent la faible présence des femmes dans les postes de pouvoir. Des phénomènes structurels, comme les préjugés, les stéréotypes liés au genre, le traditionnel réseautage

⁴ « Les personnes atteintes du *syndrome de l'imposteur* expriment une forme de doute maladif qui consiste essentiellement à nier la propriété de tout accomplissement personnel. Ces personnes rejettent donc plus ou moins systématiquement le mérite lié à leur travail et attribuent le succès de leurs entreprises à des éléments qui leur sont extérieurs (la chance, un travail acharné, leurs relations, des circonstances particulières) ». Journal Les Affaires, juillet 2016

au sein du « boys club », ce cercle fermé des vieux copains, et la difficile articulation du travail et de la famille, freinent l'accès des femmes aux conseils d'administration des organisations.

Les recommandations énoncées⁵ par les participant-e-s à l'intention de l'association internationale du GSEF sont les suivantes (selon le Groupe de travail, ces recommandations sont également valables à l'échelle régionale ou provinciale) :

A. DOCUMENTER la question des femmes en ÉSS notamment :

- **Systématiser les collectes et l'analyse de données sexo-spécifiques**
- **Travailler de concert avec des instituts de recherche pour documenter cet enjeu**
- **Mettre en place un Observatoire sur la question de l'égalité en ÉSS à l'international**
- **Créer des plateformes de partages d'études et de données statistiques relativement à la question de l'égalité en ESS.**

B. PRENDRE POSITION en faveur de l'ÉFH dans le secteur de l'économie sociale par les actions suivantes :

- **Créer des lieux et des espaces d'échanges pour aborder la question de l'égalité de genre en ÉSS (local, régional, national et international)**
- **Faire émerger un leadership collectif chez les femmes en ÉSS**
- **Se faire les porte-paroles de l'égalité dans nos instances et nos pays respectifs**
- **S'inspirer des politiques publiques et/ou des lois en ÉSS à travers le monde qui font de l'égalité un principe incontournable du déploiement de l'économie sociale sur les territoires⁶**
- **Développer et mettre de l'avant dans les différentes instances internationales, nationale, régionales de l'ÉSS une conscience et une responsabilité collective sur la question de l'égalité (Exps : RIPESS, CITIES, association du GSEF, Pôles régionaux en économie sociale etc.)**

C. ÉDUIQUER

- **Sensibiliser et former les décideur-e-s et plus généralement les acteurs et les actrices du secteur aux enjeux de l'égalité de genre**
- **Soutenir et outiller les femmes dans les secteurs afin qu'elles occupent leur juste place (formation en gestion, leadership, coaching, mentorat etc.)**
- **Intégrer l'analyse différenciée selon les sexes (ADS) dans les pratiques des instances internationales, nationales, régionales et locales**

D. SOUTENIR L'ENTREPRENEURIAT COLLECTIF AU FÉMININ

- **Développer des modes de financements alternatifs pensés et adaptés aux besoins des femmes et/ou adapter les modes de financement actuels aux besoins des femmes**

⁵ Plus d'informations disponibles sur le site <http://www.gsef2016.org>

⁶ Il serait possible de s'inspirer de la « Clause de l'Européenne la plus favorisée ». Elle vise à établir, à partir de l'analyse comparée des droits des femmes dans l'Union Européenne, un ensemble législatif constitué des meilleures lois existant dans l'Union et applicables à toutes les citoyennes européennes.

- Créer et partager des outils en développement entrepreneurial adapté au genre – et former et inciter les divers intermédiaires, qui soutiennent le développement des entreprises d'économie sociale et solidaire par des femmes, de les utiliser
- Établir des collaborations avec les réseaux et les organisations qui accompagnent les femmes entrepreneures en s'appuyant sur une approche systémique adaptée aux femmes

E. BRISER LE PLAFOND DE VERRE

- Soutenir le leadership des femmes et renforcer leurs capacités décisionnelles
- Avoir une loi qui soutient la parité dans nos instances en économie sociale et/ou viser la parité dans les instances décisionnelles et identifier les meilleurs moyens d'y arriver, en particulier dans les instances de gouvernance urbaine et les instances décisionnelles municipales
- Investir dans toutes les sphères de décision et s'assurer notamment que les femmes ne soient pas confinées aux secteurs à caractère social, mais qu'elles soient nommées dans les départements de planification urbaine, de l'économie, des finances etc.

5) Conclusion

En ce qui concerne les suites proposées à l'activité, les participant-e-s sont invités à rejoindre le [Comité Femmes et ESS](#) du Réseau intercontinental de promotion de l'économie sociale et solidaire (RIPESS). [Un travail de collecte d'outils et de publications](#) (en français, anglais et espagnol) a été initié dans le cadre de ce Forum. Celui-ci est disponible et gagnera à être alimenté en continu. Enfin, les membres du Groupe de travail vont solliciter le Chantier de l'économie sociale afin que celui-ci mette sur pied un collectif de femmes en ESS ayant pour mandat de promouvoir et d'intégrer une perspective de genre en ÉSS.

Un grand MERCI à toutes et à tous !

